

soutenus de cette époque. Je me rappelle l'exposé budgétaire prononcé, le 1er mai 1930, par le ministre des Finances actuel (M. Dunning), où il déclarait que nous avions perdu tous nos marchés, et il appelait tout particulièrement l'attention sur notre marché du blé au Royaume-Uni. Il indiqua, à ce moment-là, qu'au cours de l'année précédente, nos exportations de blé à ce seul marché avaient accusé une diminution de 143 millions de boisseaux.

Puis, le gouvernement libéral fut défait, et, en 1930, l'administration Bennett fut appelée à résoudre ce problème. Sans fournir d'autres détails concernant ces cinq années, je me contenterai de mentionner le fait, dont nous sommes tous au courant, qu'en 1931, l'on confia à M. McFarland la tâche de mettre en œuvre un projet de stabilisation. Toutefois, je me fais fort de dire, d'après le rapport Turgeon, d'après le rapport de la conférence tenue à Winnipeg l'automne dernier à la demande du premier ministre Bracken, et d'après les conclusions du comité chargé de faire enquête sur les accusations portées contre M. Murray en 1935, et, de plus, d'après les témoignages rendus au sujet du bill n° 98, lors de son étude par le comité, que durant la période où M. McFarland poursuivit ses opérations, et jusqu'au 1er décembre 1935, ces opérations permirent aux cultivateurs canadiens de vendre environ deux millions de boisseaux de blé qu'ils avaient produit au cours de cette période, à un prix dépassant de 10 à 15 cents celui qu'ils auraient obtenu sans la mise en force du régime de la stabilisation. Je prierais les honorables membres de se reporter à la page 408 du compte rendu des témoignages, où ils trouveront une déclaration assermentée de M. McIvor à cet effet. Puis, si les honorables membres veulent bien lire ce qui suit, ils remarqueront que M. Ralston essaya, une heure durant, de faire fléchir le témoin, mais sans aucun succès. En cette occasion, M. McIvor tint ferme et corrobora son témoignage par des chiffres.

En 1932, le gouvernement au pouvoir conclut un accord commercial qui nous valut une préférence de 6 cents par boisseau sur le marché britannique. Je prétends que cet accord était des plus avantageux, mais je n'ai pas l'intention, en ce moment, d'entrer dans les détails de l'affaire.

L'on a fait allusion à une conférence qui serait tenue à Londres. Je signalerai le fait qu'en 1933, l'on a tenu à Londres une conférence mondiale à laquelle fut conclu un certain accord concernant les exportations et les contingents. Le Canada était représenté à cette conférence par le premier ministre de l'époque, le très honorable R. B. Bennett, et

[M. Perley.]

par M. M. A. MacPherson de la province de la Saskatchewan. J'aimerais souligner, en ce moment, que l'accord qu'ils essayèrent de conclure fut l'objet des critiques du parti présentement au pouvoir dans cette Chambre des communes. M. Bennett et M. MacPherson furent vivement critiqués pour avoir consenti à un contingent d'exportation.

Je reviens maintenant à l'époque actuelle. Le ministre a cité la liste des représentants qui assisteront à une conférence où l'on tâchera d'en venir à quelque entente. M'est avis que les méthodes de mise en vente sont destinées à évoluer au cours des cinq prochaines années. Il va falloir en venir à une entente au sujet des exportations et de la production mondiales, car la situation est aussi mauvaise et peut-être pire qu'en 1933. Je reconnais que le Gouvernement s'intéresse à cette question et que s'il s'est opposé à certaines mesures adoptées dans le passé, il n'en cherche pas moins aujourd'hui à résoudre le problème. Nous serons représentés à la conférence et j'espère que certains de nos délégués seront nantis des pouvoirs voulus pour conclure une entente et nous aider ainsi à remédier à la situation.

Je tiens également à faire remarquer à la Chambre que le rapport Turgeon fait allusion à ce que le régime de stabilisation de M. McFarland a valu au Canada. Si je voulais y consacrer quelques instants, je pourrais citer, à la page 99 du rapport Turgeon, une déclaration de sir Herbert Robson, négociant en grains de Grande-Bretagne. Il dit en substance, que les opérations de John I. McFarland serviront à redresser la situation au Canada, et que les producteurs en bénéficièrent dans une large mesure.

Puis, la page 37 du rapport contient un état des opérations de la commission McFarland au 1er décembre 1935. Cet état porte la date du 28 décembre 1936 et il fournit des détails relativement aux opérations de vente de la commission, après que M. Murray eût été nommé président. Sans vouloir faire de trop longs commentaires à cet égard, j'ajouterai que cette partie du rapport contient une déclaration à l'effet que les bénéfices d'une seule opération furent de 24 millions de dollars, alors que sur une autre opération la perte s'éleva à 11 millions. En retranchant une perte estimative de 15 millions des 24 millions précédents, ils obtinrent un bénéfice net d'environ 9 millions de dollars sur la première transaction. Il résulta donc de la manipulation des deux comptes, une perte nette de \$2,900,000 seulement.

Je suis d'avis que le rapport que j'ai en main, celui de la Commission canadienne du blé—lequel contient les chiffres que je viens